

CAHIERS LAÏQUES

Paraissant tous les deux mois

Abonnement : France 8 F
Étranger 12 F

C. C. P. Paris 5256-10

CENTENAIRE DE LA LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT

*Allocutions prononcées au cours de la cérémonie commémorative
dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le 4 décembre 1966*

Edmond FOURNOUT

Président du Cercle Parisien de la Ligue Française de l'Enseignement

Robert DADER

Secrétaire général de la Ligue Française de l'Enseignement

Henri FAURÉ

Président de la Ligue Française de l'Enseignement

Jean ROSTAND

de l'Académie Française

CERCLE PARISIEN DE LA LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT

3, Rue Récamier - PARIS (VII^e)

Téléph. Littré 88-71

Supplément au N^o 96 de NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1966

Prix du numéro isolé : 2 F

COMITÉ D'HONNEUR

Président d'Honneur : M. Alfred KASTLER, Prix Nobel de
Physique, Membre de l'Institut

Vice-Présidente d'Honneur : Mme D. DAVID-WEILL

Membres

M. Paul COUDERC
Mme GRUNNEBAUM-BALLIN
M. P. GRUNNEBAUM-BALLIN
M. François MEJAN
M. A. OBRE
M. Jean ROSTAND
Mme Nicole VEDRES (+ 1965)
M. René VETTIER

Membres du Bureau du Cercle

Président : M. Edmond FOURNOUT
Vice-Présidents : Mlle Germaine BOURDIN
M. Pierre LAMARQUE
Mme Marguerite SCHWAB
M. Francis VIAUD
Secrétaire Général : M. Lucien BOES
Trésorier : M. Camille MERIEULT

Membres du Comité Directeur

Mmes BLUM, BREISCH, FABIEN, LACHAPELLE,
LOCH, MARCHAND, TONDEUR,

MM. ARNAVON, BLANQUET, BRUNET, CHOCHOIS,
DAUMER, DESPLANCHE, DESTRAIS, GUEBIN,
GUERAND, KRIMMER, LAFOURCADE, MENOUX, MONGE,
THERENTY, TOURNIS, VOELTZEL

Secrétariat administratif

Directrice : Mlle Jeanne ROLLIN
Secrétaire : Mme Madeleine MANCEL

CENTENAIRE DE LA LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT

*Allocutions prononcées au cours de la cérémonie commémorative
dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, le 4 décembre 1966*

Edmond FOURNOUT

Président du Cercle Parisien de la Ligue de l'Enseignement

« Les premières années de la Ligue »

Robert DADER

Secrétaire Général de la Ligue de l'Enseignement

« L'Evolution de la Ligue »

Henri FAURÉ

Président de la Ligue de l'Enseignement

*« La position de la Ligue face aux problèmes de la
formation humaine »*

Jean ROSTAND

de l'Académie Française

LES ORIGINES DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

par Edmond FOURNOUT

Président du Cercle Parisien

Cher Monsieur Jean Rostand,
Mesdames, Messieurs, mes chers Amis,

Le Cercle Parisien a été si étroitement lié à la Ligue de l'Enseignement pendant plus des cinquante premières années de son existence, qu'il reçoit aujourd'hui un grand honneur : celui de vous présenter — de rappeler seulement à beaucoup d'entre vous — les circonstances de la naissance de la Ligue, les luttes opiniâtres qui marquèrent les vingt premières années, jusqu'au triomphe consacré par la constitution en fédération des sociétés locales donnant existence légale à la Ligue, et par les lois scolaires fondamentales de la III^e République.

En 1866, la loi fondamentale de l'enseignement primaire est la loi Falloux. Elle date, hélas, de la seconde république. Elle donne au clergé une part aussi large que possible dans la direction de l'enseignement. Un ami de M. de Falloux a écrit une brochure destinée à convaincre ceux qui trouvaient que la loi n'allait pas assez loin : « l'instituteur est soumis à la surveillance immédiate et spéciale du curé dans chaque commune, non seulement en ce qui regarde la religion, mais aussi pour la direction morale de l'enseignement primaire. »

L'instruction publique est dans un état lamentable. Un rapport officiel constate qu'un tiers des conscrits ne sait pas lire, alors qu'en Prusse le pourcentage des conscrits illettrés n'est que de 2 à 3 pour cent. Le jour de leur mariage, 36 % des conjoints sont incapables de signer leur nom. Cependant, il y a à la tête du Ministère de l'Instruction Publique un universitaire compétent, dévoué, qui ne manque ni d'initiative, ni de hardiesse, Victor Duruy. Il essaie d'introduire dans la loi l'obligation et la gratuité de l'enseignement primaire. Dans le rapport introductif du projet, on trouve : « il y a un intérêt social de premier ordre à mettre l'instruction primaire au nombre des grands services publics en assurant aux frais de la communauté tout entière la bonne distribution de l'enseignement populaire. »

Mais l'opinion publique est alors tenue par le pouvoir ; l'entourage du souverain est en éveil et fait opposition. Il n'est pas donné suite au projet et Victor Duruy, avec ténacité d'ailleurs, ne peut promouvoir quelques progrès que de manière indirecte.

En 1866, Jean Macé a 51 ans. Il a été conférencier, écrivain,

journaliste, il a parcouru la France pour organiser la correspondance du journal « La République » et propager les idées fouriéristes. En décembre 1851, « La République » cesse de paraître, Jean Macé s'est trouvé sur le pavé. Il est devenu professeur dans la Maison d'Education de Jeunes Filles du Petit Château à Beblenheim, en Alsace. Là, il a publié de nombreux livres pour mettre son savoir à la portée de tous. Le virus altruiste ne l'a pas lâché car en 1860 il a saisi l'occasion fournie par une circulaire ministérielle pour lancer le mouvement des bibliothèques communales.

En 1866, cette œuvre est en plein développement ; elle contient en germe l'idée de propagande pour le développement de l'instruction publique.

Les journaux informent Jean Macé de l'existence d'une Ligue de l'Enseignement pour développer l'éducation et l'instruction en Belgique, fondée en 1864 par un wallon libéral et entreprenant, Charles Bulls. Jean Macé prend contact et il assiste à l'assemblée générale de la Ligue Belge en septembre 1866, à Liège et donne à « L'Opinion nationale » un article sur cette Ligue belge de l'enseignement. Cet article paraît le 25 octobre 1866. On y trouve : « Je me demande pourquoi nous n'aurions pas aussi en France notre Ligue de l'Enseignement ».

Deux jours après, raconte Jean Macé, je reçus au Petit Château une lettre qui me mettait en demeure d'entamer moi-même la réalisation de l'idée que je m'étais contenté d'énoncer.

Cette lettre émane d'un sergent de ville de Paris qui lui apporte son adhésion, celles d'un conducteur de chemin de fer et d'un tailleur de pierres.

Un article de Jean Macé dans « L'Opinion Nationale » annonce l'ouverture de la campagne d'adhésions.

Citons Jean Macé : « Une pluie de lettres fondit à l'instant sur moi. C'étaient de chaleureuses félicitations, des promesses de concours, des demandes d'explications..., des programmes qu'on m'imposait presque... on m'envoyait déjà de l'argent. Les journaux commençaient à prendre fait et cause pour l'idée qui venait de se produire... Je me décidai alors à lancer pour de bon le mouvement de la Ligue. J'écrivis ce que je pourrais appeler son manifeste... L'article parut dans « L'Opinion Nationale » le 15 novembre 1866, la véritable date de fondation de la Ligue... » (fin de citation)

Le 15 décembre 1866, le premier Bulletin de la Ligue annonce 510 adhésions ; celui du 15 mai 1867, 4.075 ; il annonce pour le 15 novembre 1867, jour anniversaire de la parution du manifeste, une première assemblée générale.

Hélas, l'autorisation ministérielle nécessaire ne vient pas et, le 1^{er} novembre, Jean Macé doit ajourner cette première assemblée générale. Ce n'est que le 18 avril 1881 qu'elle pourra se tenir. En dépit de nombreuses attaques, des groupes se sont formés çà et là, dès décembre 1866 dans le village de Chevilly, à 100 km. de Paris, sur la route de Paris à Orléans ; en juin 1867 à Metz, suivi de Reims, Dieppe, Colmar, Paris...

De Paris sont venues les trois premières adhésions qui ont poussé Jean Macé à l'action. Le 8^e de la première liste est Emmanuel Vauchez, voyageur de commerce. Grâce à son activité, le groupe parisien compte 117 noms le 15 décembre 1867. Vauchez et quelques amis se rendent chez un jeune rédacteur scientifique du journal « Le Siècle » qui, à l'âge de 25 ans, a déjà une grande réputation, Camille Flammarion. Flammarion accepte la présidence du groupe. Leur réunion se termine au chant de La Marseillaise.

Jean Macé, entre temps, poursuit des démarches pour obtenir l'autorisation nécessaire à l'organisation de la Ligue et la constitution d'une « agence centrale » prévue dans le projet de statuts. En mars 1868, il écrit : « il résulte des informations prises qu'on laissera s'organiser les sociétés locales, mais qu'on n'est pas disposé à laisser se constituer l'agence centrale ». En 1869, dans une correspondance échangée avec Vauchez, secrétaire du groupe de Paris, qui désire former un comité, Jean Macé écrit : « Je mettrai « Cercle » au lieu de « groupe ». La même année une assemblée générale du Cercle adopte ses statuts. Un bureau définitif est désigné ; Camille Flammarion s'efface devant Jean Macé.

Le président Jean Macé et le secrétaire général Vauchez vont se compléter heureusement. Jean Macé a des ambitions internationales. Il part souvent de Beblenheim, il va au Danemark, en Egypte, en Italie, il publie une « philosophie de la Ligue » appelant à l'union pour la connaissance, à la justice et à la fraternité humaine.

Le secrétaire Vauchez diffuse le programme du Cercle à des milliers d'exemplaires. Si chacun des 59 groupes existant en février 1870 s'administre librement, détermine son programme d'action, se gouverne à son gré, le Cercle Parisien joue le rôle d'agence générale.

Le Cercle de Strasbourg fait propagande pour l'instruction obligatoire. L'avant-propos d'une brochure rappelle une déclaration de Victor Duruy : « le droit de suffrage a pour corollaire le devoir d'instruction et tout citoyen doit savoir lire, comme il doit porter les armes et payer l'impôt... » Appuyé par Jean Macé, il organise une campagne de signatures par toute la France pour soutenir la proposition de Loi de Jules Simon, soumise au Corps législatif.

Un journal alsacien publie : « Une fois lancée, l'agitation sur une question pareille ne doit plus se calmer qu'après satisfaction donnée... »

La guerre de 1870-71 bouleverse tout et particulièrement le pensionnat de Beblenheim. Après beaucoup de difficultés, Jean Macé retrouve ses élèves à Monthiers dans l'Aisne. Vauchez s'est engagé, il finit la guerre dans l'armée de la Loire, il revient à Paris et aussitôt regroupe les membres du Comité du Cercle.

Il reprend l'idée du Comité de Strasbourg sur l'enseignement primaire « obligatoire » et il ajoute : « par conséquent gratuit ». Il obtient, non sans peine, l'accord du Comité. En

octobre 1871 est ainsi lancé le Mouvement National du Sou contre l'Ignorance en faveur de l'obligation et de la gratuité ; chaque adhérent est invité à appuyer sa signature par le versement d'un sou ; ce versement couvre les frais de la pétition.

Jules Simon est devenu Ministre de l'Instruction Publique. Le 4 décembre 1871 il dépose un projet de loi sur le bureau de l'Assemblée.

La partie n'est pas gagnée pour autant. Dans le pays de nombreux obstacles sont dressés, des listes couvertes de signatures sont saisies. L'Assemblée du 8 février 1871 est surtout partagée entre les légitimistes et les orléanistes.

Le président est Monsieur Thiers. C'est Monsieur Thiers qui, en 1849, à propos de la loi Falloux, a poussé aux mesures extrêmes. Citons-le : « Je suis prêt à donner au clergé tout l'enseignement primaire... Je demande formellement autre chose que ces instituteurs laïques, dont un trop grand nombre sont détestables ; je veux des Frères, bien qu'autrefois j'aie pu être en défiance contre eux ; je veux rendre toute puissante l'influence du clergé ; je demande que l'action du curé soit forte, beaucoup plus forte qu'elle ne l'est, parce que je compte beaucoup sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici pour souffrir..., je dis et je soutiens que l'enseignement primaire ne doit pas être forcément et nécessairement à la portée de tous ; j'irai même jusqu'à dire que l'Instruction est, suivant moi, un commencement d'aisance, et que l'aisance n'est pas réservée à tous... J'ai une aversion passionnée contre les instituteurs primaires... » (fin de citation).

Ainsi c'est l'évêque Dupanloup qui est élu président de la Commission instituée pour délibérer du projet Jules Simon.

Vachez ne s'avoue pas battu. 7.000 lettres, 80.000 circulaires vont être expédiées en 16 mois par le Cercle Parisien pour appuyer le mouvement du sou. La presse démocratique s'y associe.

En février 1872, Vachez, malgré de vives réticences de Macé, introduit la laïcité à côté de l'obligation et de la gratuité dans les pétitions.

Résultat, le 19 juin 1872, 115 paquets de feuilles couvertes de plus de 800.000 signatures sont remis à une délégation des groupes républicains de l'Assemblée Nationale conduite par Hippolyte Carnot.

- 116.000 signatures ont été recueillies pour l'obligation seule ;
- 383.000 pour l'obligation et la gratuité ;
- 348.000 pour l'obligation, la gratuité et la laïcité.

Si l'on ajoute le nombre de signatures collectées par le Comité de Strasbourg, on arrive à 1.267.000.

Pour toute réponse, la Commission Dupanloup dépose un projet qui se borne à reconnaître une obligation « morale » d'instruire la jeunesse. L'enterrement est de dernière classe.

Vauchez, battu, n'est pas découragé. Avec l'accord de Jean Macé, il attaque alors les élus de tous ordres et 35.000 d'entre eux témoignent en faveur du programme précisé dans une série de tracts rédigés par Jean Macé.

1873 : Le pouvoir passe de Messieurs Thiers, jugé trop peu conservateur, trop tiède, par l'Assemblée, au Comte de MacMahon, duc de Magenta, Maréchal de France.

« L'ordre moral » s'oppose au « péril social ».

Un furieux assaut est livré à la Ligue de l'Enseignement. Des Cercles sont dissous. Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur déclare qu'il ne permettra d'en fonder de nouveaux qu'à des conditions strictement définies, celle notamment d'une demande d'autorisation pour chaque conférence.

Les plus hautes autorités de la hiérarchie ecclésiastique dénoncent la Ligue comme particulièrement dangereuse, comme une « déplorable plantation des enfants des ténèbres ».

Vauchez et Jean Macé sentent la menace de dissolution. Vauchez trouve le moyen d'y échapper. Il développe l'aide à la diffusion de l'instruction dans l'armée. Le Cercle Parisien concourt à la fondation de 110 bibliothèques régimentaires et reçoit les félicitations et les remerciements des chefs de corps.

Le vote de l'amendement Wallon, le succès républicain de 1876 éloignent le danger, mais le Coup d'Etat du 16 mai 1877 remet tout en question. Derechef, des Cercles provinciaux sont dissous, le Cercle Parisien très menacé doit son salut aux ruses de Vauchez qui ne renonce pas à son activité. Tous les journaux, revues, brochures qui inondent le pays sont confectionnés clandestinement et partent de la cave d'un membre du Comité du Cercle Ernest Brelay ; ils sont signés Jean-François.

A la rentrée de l'Assemblée, 363 députés votent un ordre du jour de défiance et provoquent la dissolution.

La réélection d'une chambre républicaine oblige MacMahon à se démettre. La Ligue et le Cercle sortent de la clandestinité. Macé reprend des tournées à travers le pays, pour reconstituer les Cercles dissous. Vauchez se consacre à la propagande écrite, à la vie de l'agence centrale et à l'appui de l'action du nouveau Ministre de l'Instruction Publique, Jules Ferry.

La période héroïque est terminée. C'est la période d'exploitation du succès. Le Cercle Parisien est reconnu d'utilité publique en 1880.

Jean Macé réunit en un Congrès les délégués de toutes les Sociétés d'instruction en 1881.

Il écrit :

« Le Congrès d'avril sera la première assemblée générale de la Ligue. Jusqu'à présent elle n'a existé qu'à l'état épars, formé d'éléments isolés. Il s'agit de lui donner enfin un corps et d'établir entre toutes les sociétés qui la composent le lien fédéral qui leur a manqué jusqu'à présent, sans toucher au principe fondamental qui a présidé à tout le mouvement de

la Ligue depuis le premier jour : l'autonomie absolue de tous les groupes, grands et petits.

C'est donc une représentation régulière des Sociétés locales qu'il faut chercher à organiser... C'est un point d'appui central qu'il leur faut, laissant à toutes leur entière liberté d'action.

Ce point d'appui central, le Cercle Parisien de la Ligue l'est depuis dix ans. Il s'est fait, de lui-même, l'homme d'affaires de tous les Cercles et son Bulletin a remplacé celui qui leur était envoyé de Bleblenheim au commencement. »

De ce premier congrès est sortie la constitution en Fédération des sociétés de la Ligue. Le Cercle Parisien reste de longues années, officieusement, son « homme d'affaires » par le fait seul que les bureaux du Cercle et de la Ligue sont communs jusqu'en 1927.

Dans le même temps, Jules Ferry fait voter en 79, 80, 82, 86 les lois fondamentales de notre enseignement primaire introduisant gratuité totale, obligation, laïcité.

Il remercie en ces termes : « Dans la lutte engagée par la Société française contre une faction que vous caractérisez à merveille en disant qu'elle « n'invoque la liberté que pour édifier la servitude », je suis heureux de me sentir appuyé par l'opinion publique dont l'adresse du Cercle Parisien est pour moi une précieuse manifestation ».

Ces vingt années, 1866-1886, voient ainsi la Ligue triompher grâce au labeur opiniâtre et incessant de Jean Macé, d'Emmanuel Vauchez et de tous ceux qui à Paris et en province leur ont apporté leur appui et ont été les liens indispensables avec l'opinion publique.

La vie de Jean Macé, celle de Vauchez sont des exemples. Ils n'ont jamais désespéré. Ils ont ouvert la voie de la laïcité qui est fraternité, justice et vérité.

Les circonstances actuelles ont certaines analogies avec celles de 1866, la loi dite Debré avec la loi dite Falloux.

Puisons dans l'exemple donné par la Ligue et le Cercle Parisien entre 1866 et 1886 les leçons de travail, de courage, d'abnégation, et nous aurons des raisons d'espérer.

L'ÉVOLUTION DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

par Robert DADER

Secrétaire Général de la Ligue Française de l'Enseignement

Ainsi, grâce à l'action opiniâtre de la Ligue, les lois scolaires ont été votées entre 1882 et 1886.

En 1881, Jean Macé était nommé sénateur inamovible. Jusqu'en 1894, date de sa mort, il continuera à présider l'organisation qu'il avait créée et dont il dira : « son rôle est l'éducation républicaine du pays, sa raison d'être le suffrage universel ». Au cours des années la devise de la Ligue changera. Jusqu'en 1890, le souvenir de la défaite de 1871 est vivace : à côté des bibliothèques populaires, la Ligue multipliera les sociétés de tir. Sa devise est alors : « Pour la Patrie par le livre et par l'épée ». Quelques années plus tard, elle deviendra et pour longtemps : « Par le livre et par la fraternité ».

Jusqu'en 1914, la Ligue exercera par les idées qu'elle lance, par son action quotidienne, une très grande influence ; ses appels sont insérés au Bulletin officiel de l'Instruction publique : elle inspire souvent les circulaires ministérielles. Sans arrêt, pour aider au développement de l'école publique, pour en prolonger l'action, elle crée des œuvres nouvelles : les sous des écoles, les cantines scolaires, les bibliothèques, les patronages laïques, les colonies de vacances et ce vaste réseau d'amicales dont certaines existent encore, les « Petites A ». Elle participe à la création de la mutualité scolaire, des caisses des écoles ; elle s'intéresse de très près à l'enseignement professionnel, à l'éducation des femmes (le nombre d'études qu'elle y consacre est considérable). Elle ouvre une souscription nationale en faveur des écoles rurales déshéritées. Elle prend une part prépondérante à l'organisation des cours d'adultes qui sont fréquentés en 1908 par 800.000 élèves. Elle suit de près l'expérience des universités populaires qu'Anatole France appelle « les écoles pratiques de la tolérance ». Pendant ces 30 années, l'œuvre de la Ligue aura été immense et salutaire. Comme l'école qu'elle avait fondée, elle sera la conscience de la République.

*
**

Après la première guerre mondiale qui décime les instituteurs sur lesquels la Ligue s'appuyait, celle-ci connaît un moment de désarroi et s'interroge : L'école publique devenue vraiment l'école de la Nation, sa tâche n'est-elle pas achevée ?

C'est alors qu'une nouvelle génération apparaît. A sa tête un homme d'origine très modeste, dont l'ascension sociale sera remarquable, Joseph Brenier, devenu plus tard sénateur de l'Isère. Le monde a changé, des problèmes nouveaux se posent aux éducateurs, à la jeunesse. Il faut innover, il faut une fois de plus prendre la tête d'un grand mouvement nécessaire, il faut pour cela remodeler la Ligue. En 1925, la Confédération Générale des Œuvres Laïques est née. Des Fédérations d'Œuvres Laïques sont créées dans tous les départements. La Ligue a maintenant une structure qui lui permet d'agir, elle devient vraiment une organisation de masse. De grandes sections pédagogiques qui lui donneront dans les années futures un nouveau rayonnement, voient successivement le jour. Ce sont, comme nous disions, les U.F.O. : une section sportive l'U.F.O.L.E.P., puis une section de cinéma l'U.F.O.C.E.L. devenue plus tard l'U.F.O.L.E.I.S., une section artistique l'U.F.O.L.E.A., une section pour les centres de vacances l'U.F.O.V.A.L. et bien d'autres après, à mesure que sont prospectés les différents secteurs de l'éducation populaire. Alors la Ligue retrouve tout son éclat, sa presse atteint 650.000 lecteurs. Au Congrès de 1928, François Albert préside, entouré de deux ligueurs éminents, Ferdinand Buisson et Edouard Herriot, 66 parlementaires sont dans la salle. Dans les mêmes années, la Ligue met à l'ordre du jour la Nationalisation de l'Enseignement. En 1931, les Eclaireurs de France donnent leur adhésion. En 1936, la Ligue entre au Comité anti-fasciste, elle participe à l'expérience des maisons de la culture, elle aide au développement des auberges de jeunesse, elle soutient les projets de réforme de Jean Zay. Elle étudie dans son Congrès de 1938 « l'Organisation des Loisirs dans une Démocratie ». Léo Lagrange est commissaire général de l'U.F.O.L.E.P. En 1939, la C.G.T. appelle la Ligue « la plus grande organisation culturelle française ».

*

**

Et c'est à nouveau la guerre. En 1942 la Ligue est dissoute, ses biens confisqués. Elle entre pour la deuxième fois de son histoire dans la clandestinité, ses responsables feront vivre son idéal dans la Résistance. Dubucq dans la zone Nord ; le président Brenier jusqu'à sa mort en 1942, Henri Belliot, Marius Bordel en zone Sud ; Albert Bayet, président de la Presse clandestine, Claude Bellanger, Senèze à Paris, font paraître un Message aux laïques de France.

La Ligue se reconstitue simultanément en 1944 à Alger avec Marc Rucard, Francis Perrin, Albert Gazier, Georges Bru, le recteur Laugier, et à Paris. Albert Bayet devient président national, Henri Belliot secrétaire général.

*

**

En 1945, elle peut tenir le premier Congrès après la Libération. Le Chef du Gouvernement provisoire viendra rue Récamier, dans cet immeuble qu'en 1948 le Cercle Parisien, cellule

mère, léguera à la Ligue, pour dire : « Puisque l'honneur se mesure aujourd'hui aux services que l'on rend à la renaissance de la patrie et au règne de la liberté et de la justice, je dis Honneur à la Ligue de l'Enseignement ».

Cette même année, la Ligue retrouve 175.000 adhérents ; elle en comptera 800.000 en 1946, 1.400.000 en 1948.

Mais la lutte scolaire a repris dès le lendemain de la Libération, plus âpre que jamais. En 1948, Albert Bayet préside les Etats Généraux de la France laïque ; en 1953, c'est la création du Comité National d'Action Laïque, et c'est dans ce cadre que désormais se situera l'action menée pour défendre la législation scolaire républicaine, sans cesse remise en cause.

L'action propre de la Ligue cependant a repris. Elle crée de nouvelles sections ; elle étend son champ d'activité à travers l'Europe et l'Afrique ; elle participe à la création, en 1944, des Francs et Franches Camarades, en 1946 de la Fédération nationale des Conseils de Parents d'Elèves. Elle crée en 1962 la Fédération nationale des Centres d'Information et de Vulgarisation agricoles. De nombreux mouvements laïques se joignent à elle pour donner à la Confédération une ampleur nouvelle. Elle organise, sous la présidence d'Albert Bayet, des journées d'études sur la Pensée laïque, sur l'Art, la Technique, le Sens de la vie. Elle défend en mainte occasion, comme elle l'a toujours fait, la liberté qui lui paraît la plus précieuse, celle de la pensée, et aussi la liberté d'expression de cette pensée.

Parallèlement, le besoin d'une réforme moderne, démocratique de l'enseignement devient grandissant. La Ligue siège à la Commission Langevin-Wallon. Elle suit de très près et appuie en 1956 le projet de réforme Billères dans lequel apparaît pour la première fois le terme d'Education permanente. Et c'est désormais l'organisation et le développement de cette Education permanente qui vont devenir l'essentiel de ses préoccupations. En cela elle demeure fidèle à l'esprit de son fondateur qui, près de 100 ans auparavant, affirmait : « seul celui qui détient le savoir accède à la liberté ».

La Ligue prend conscience au début de cette deuxième moitié du XX^e siècle qu'une profonde mutation s'accomplit dans la société et dans les mœurs. L'apparition et l'évolution des nouvelles techniques exigent de la part des travailleurs quelle que soit leur place dans la hiérarchie économique et sociale, une constante adaptation ; la transformation du monde rural, les migrations de population, les concentrations urbaines, l'extension des moyens de communication, le développement des moyens modernes de diffusion de l'information, de la pensée et de l'art, bouleversent les habitudes et créent de nouveaux besoins. Le temps de loisir augmente. L'homme du XX^e siècle, inquiet, sollicité de toutes parts, dépassé par des événements qui font éclater son cadre traditionnel de vie, est à la recherche de son équilibre et de sa vérité, il est à la recherche de lui-même. Il se retrouvera dans la mesure où une véritable éducation permanente qui ne séparera pas la formation de l'homme de celle du travailleur et du citoyen viendra à son aide. C'est pour cela

qu'en 1961 la Ligue entreprend la troisième mutation de son histoire, cette mutation qui aujourd'hui est en train de s'opérer. La cellule de base devient le foyer de jeunes et d'éducation populaire. La Ligue veut agir méthodiquement et simultanément dans les milieux scolaire et universitaire, urbain et rural. Elle crée et développe de grands mouvements d'usagers. Elle donne une place essentielle à l'information économique et sociale, sans laquelle il est vain de parler d'éducation civique. Elle défend cette idée qu'une réforme de l'enseignement ne sera vraiment efficace que lorsqu'elle s'inscrira dans un ensemble plus vaste qui est l'organisation d'une éducation permanente hardiment conçue et largement développée. Alors seulement l'école et l'université, bases indispensables de toute éducation, reprendront sous une autre forme qu'autrefois la place éminente qui fut la leur au temps où l'école du village était la véritable maison de la jeunesse. Alors la radio et la télévision deviendront vraiment des véhicules privilégiés de l'éducation, le livre et le musée retrouveront leur place ; des maisons de la culture complèteront dans les villes l'action des foyers de jeunes, l'homme d'aujourd'hui s'ouvrira à la connaissance du monde, « passant d'une vie qu'il subit à une vie qu'il pense ».

Albert Bayet disait : « On ne peut s'opposer par avance à tout ce qui au nom du passé prétendrait barrer la route à l'avenir ». La Ligue ne garde pas la nostalgie de ce qui fut, elle ne s'arrête pas en chemin contemplant d'un œil rêveur le temps qui s'écoule ; elle continue à vivre intensément. Aujourd'hui s'est enfui, elle pense déjà à demain.

LA POSITION DE LA LIGUE FACE AUX PROBLÈMES DE LA FORMATION HUMAINE

par Henri FAURÉ

Président de la Ligue Française de l'Enseignement

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Jean Macé, président à Rouen, en 1886, les cérémonies organisées pour marquer le 20^e anniversaire de la Ligue Française de l'Enseignement, déclarait avec peut-être un peu de scepticisme :

« Et si jamais plus tard la Ligue célèbre son centenaire, c'est la date du 15 novembre qu'elle devra choisir. »

Un siècle a passé et nous voici, fidèles au rendez-vous. Depuis des mois, à travers la France, dans des cérémonies aux aspects multiples comme nos activités, nous avons exalté l'œuvre de Jean Macé. Nous avons commencé à Beblenheim, dans ce petit village d'Alsace où est née la Ligue française de l'Enseignement : nous clôturons à Paris, presque avec une rigoureuse exactitude. Vingt jours de retard sur cent ans, c'est une précision du demi-millième. Même au siècle des ordinateurs et des statistiques c'est, dans le domaine des sciences humaines, une haute précision. Elle n'a été possible que parce que nous n'avons rencontré autour de nous que des bonnes volontés et je voudrais remercier d'abord tous les artisans de cette journée.

En premier lieu, j'adresserai ces remerciements à Jean Rostand qui a bien voulu accepter d'interrompre quelques instants ses travaux scientifiques pour présider cette cérémonie. Jean Rostand est un grand savant, mais ce n'est pas seulement un savant. C'est un homme dont le cœur fraternel bat à l'unisson avec celui de l'humanité souffrante. Sa présence ici est pour nous une grande source de fierté.

Je remercie également Monsieur le Recteur de l'Académie de Paris qui a accepté avec beaucoup de bonne grâce de mettre la Sorbonne à notre disposition pour cette manifestation du Centenaire. La Ligue ne pouvait trouver cadre plus prestigieux puisque la Sorbonne est le domaine de la pensée et qu'elle reste, sous tous les régimes, le refuge de la pensée libre. La Ligue ne pouvait trouver cadre plus symbolique puisqu'elle s'efforce de créer dans tout le pays le vaste courant qui, reliant l'enseignement supérieur au peuple et le peuple à l'enseignement supérieur, intégrera profondément la culture à la nation

tout entière. Que Monsieur le Recteur Roche soit donc remercié, ainsi que tous ses collaborateurs qui nous ont aidés avec une efficacité souriante.

Je remercie tous nos camarades, ceux du Centre confédéral, du Cercle parisien, des Rencontres culturelles, surtout ceux de la Fédération de la Seine sur les épaules desquels a reposé toute l'organisation matérielle.

Mes remerciements iront à tous les artistes qui ont mis leur talent au service de la Ligue,

Jeanne Delais qui a écrit, à l'occasion de ce Centenaire, l'Hymne à la Jeunesse et Jean-Michel Damase qui en a composé la musique,

L'orchestre de l'Education nationale et son chef, André Delsarte,

Mesdames et Mesdemoiselles,

Béatrice Bretty
Denise Benoit
Germaine Montero
Paule Noëlle
Claude Winter

Messieurs,

Julien Bertheau
Jean-Christophe Benoit
Georges Chamarat
Max Fournel
Pierre Devevey
Jean Lemaire,

La chorale Ariane, les chorales des Ecoles normales d'institutrices de Paris et de Saint-Germain-en-Laye, de l'Ecole normale d'instituteurs de Versailles, l'ensemble vocal des élèves du Conservatoire national supérieur de Paris.

Je n'aurai garde d'oublier Yves Bonnat qui a assuré la direction artistique de cette journée et qui assure celle de la soirée de mardi prochain 6 décembre, à 20 h 30, au Théâtre du Châtelet, au cours de laquelle vous retrouverez quelques-uns des artistes que vous avez pu apprécier aujourd'hui, d'autres aussi, et vous goûterez la fresque que Morvan Lebesque a composée à la gloire de Jean Macé, et le ballet de Dick Sanders « La Symphonie du Nouveau Monde ».

En second lieu je voudrais remercier les hautes personnalités qui nous ont fait l'honneur de leur présence et toutes celles qui se sont excusées, parfois avec beaucoup de gentillesse.

Je ne puis lire toutes les excuses, ni saluer tous les présents.

- de M. le Ministre et de M. le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale qui se sont fait représenter par M. l'Inspecteur général Allard ;
- de M. le Ministre de la Jeunesse et des Sports qui s'est fait représenter par M. Dibié, chef de Cabinet ;
- de Monsieur le Ministre des Affaires culturelles ;

- de M. le Recteur Roche, et de M. le Recteur Gauthier qui sont représentés par M. Echard, inspecteur de l'Académie de Paris ;
- de Monsieur le Préfet de la Seine ;
- de notre ami Kastler, président d'honneur du Cercle parisien, en route pour la Suède où il doit recevoir prochainement le prix Nobel.

Vous me permettez aussi de saluer la présence de Mesdames Jean Zay, Léo Lagrange et André Viénot.

En troisième lieu, je voudrais remercier tous nos amis : ceux qui nous ont envoyé des messages, dont quelques-uns seront lus tout à l'heure, et d'autres mardi, au Châtelet ; puis les délégués de la Ligue internationale de l'Enseignement, représentée ici par son président M. de Coster, de la Ligue du Mexique, de la Ligue italienne, de la Ligue hollandaise, de la Ligue espagnole toujours en exil, de la Ligue belge qui nous est doublement chère, parce qu'elle nous a montré le chemin et parce qu'elle se trouve confrontée aux mêmes problèmes que nous.

Nos amis, ce sont les militants du Comité national d'Action Laïque : Fédération de l'Education Nationale, Syndicat des instituteurs, Délégués cantonaux, Fédération des conseils de parents d'élèves de l'Ecole publique, tous ceux qui étaient déjà avec nous ce matin place Armand-Carrel, au pied de la statue de Jean Macé, pour rendre hommage au fondateur de la Ligue.

Ce sont aussi les représentants des associations dont l'idéal laïque et républicain est très voisin du nôtre, parfois même se confond avec lui : Ligue des droits de l'homme, Loges maçonniques, Libre pensée.

Ce sont les membres des partis politiques, dont nous ne partageons certes pas toutes les préoccupations ni toutes les options, mais avec lesquels nous sommes toujours d'accord quand il faut défendre l'Ecole publique et augmenter son rayonnement : Parti radical et radical-socialiste, Parti socialiste S.F.I.O., Parti socialiste unifié, Parti communiste français, Fédération de la gauche démocrate et socialiste.



Je voudrais enfin vous remercier tous, Mesdames et Messieurs, pour votre présence, et je voudrais par-delà cette enceinte remercier tous les militants obscurs qui, par leur action quotidienne dans nos amicales et nos foyers, font vivre la Ligue de l'Enseignement. Ce sont eux, un million quatre cent mille adultes — car je ne parle pas de nos deux millions de jeunes — qui continuent l'œuvre qui est celle de Jean Macé, mais qui est aussi celle de ces hommes dont le président Fournout rappelait tout à l'heure la mémoire : Larmier, le sergent de ville ; Mamy, le conducteur de trains ; Petit, le tailleur de pierres.

C'est cela essentiellement la Ligue Française de l'Enseignement. Ce n'est pas une organisation d'enseignants ni un mouvement d'intellectuels. Certes, intellectuels et enseignants y

ont leur place, une place de choix, puisque, sans eux, la Ligue ne serait que peu de chose, et elle s'est toujours enorgueillie de compter parmi ses membres d'authentiques savants, Flammarion et Berthelot, hier, Jean Rostand, Monod ou Kastler, aujourd'hui ; mais ils sont là, hommes parmi des hommes, ils sont là au milieu d'ouvriers et de paysans dont Jean Macé disait qu' « ils font ici autorité comme les autres ». La Ligue est faite d'hommes et de femmes de toutes conditions, qui savent que leur destin est lié au destin du monde et qui n'ont d'autre ambition que de travailler à la diffusion de la culture, diffusion profonde, car il ne s'agit pas de se contenter d'un vernis léger, d'une demi-culture, parfois aussi dangereuse pour la liberté que l'absence de culture, diffusion large et équitable, car il ne s'agit pas de favoriser une quelconque minorité ni de la flatter en la considérant comme une élite.

C'était la pensée de Jean Macé. Vous avez pu sentir à travers l'exposé de Dader, dans l'évolution de nos structures et de nos techniques, la permanence de cette pensée, car pour nous la fidélité ne consiste pas à répéter sans cesse les discours des anciens ou à refaire leurs gestes. La fidélité c'est de chercher à travers leurs actes l'idéal qui les animait et le but qu'il voulait atteindre, et c'est de travailler aujourd'hui encore dans la voie qu'ils ont tracée, dans un contexte différent certes et avec d'autres moyens, mais pour atteindre le même but et le même idéal.

C'est pour cela que la Ligue française de l'Enseignement, hier mouvement d'éducation populaire, se préoccupe aujourd'hui d'éducation permanente et qu'elle est attentive à la fois aux problèmes des jeunes et aux problèmes posés aux adultes par les conditions de la vie moderne et, en premier lieu, par la radio et la télévision. Nous savons que l'homme n'est pas seulement le roseau pensant de Pascal, mais un être sensible qui doit sauvegarder sa personnalité tout en s'intégrant au monde qui l'enserme, et parce qu'il est à la fois producteur et consommateur, individu, père de famille et citoyen, la Ligue poursuit son action sur tous les plans.

C'est ainsi que sur le plan civique la Ligue est un vivant exemple d'organisation démocratique dont les responsables sont soumis à réélection chaque année, ce qui n'exclut ni l'efficacité — les résultats obtenus le prouvent — ni la stabilité : en 100 ans elle a connu 10 Présidents. C'est pourquoi en toutes circonstances elle apparaît comme un des plus solides remparts de la République, et je dirais volontiers comme un des moments de la conscience républicaine.

Sa force c'est de n'avoir aucune ambition, partant d'être à l'abri de toutes les compromissions, à l'écart de tous les marchandages. Elle ne cherche pas à conquérir le pouvoir, mais elle souhaite que ceux qui le détiennent en usent comme il convient dans une démocratie, c'est-à-dire dans un système où ceux qui gouvernent sont effectivement responsables devant les élus du peuple et où les élus ont le devoir de rendre des comptes à leurs mandants. Ce n'est pas elle qui fait voter les lois, mais elle entend, chaque fois, dire hautement aux électeurs

le sens de ces lois, leurs avantages ou leurs dangers. En tout temps elle a le devoir d'éclairer l'opinion, de la sensibiliser aux véritables problèmes qu'on lui cache trop souvent, de la tirer de la passivité où l'entraînerait volontiers une subtile propagande.

Aussi dans les heures de crise peut-on se tourner vers elle avec confiance. Son idéal laïque est assez large, assez humain pour permettre tous les rassemblements, assez précis pour éviter les confusions, assez solide pour rendre ces rassemblements durables.

Par ailleurs, comme elle s'est toujours attachée aux principes qui demeurent, non aux contingences qui passent, aux idées, non aux hommes qui les représentent ou qui prétendent les représenter parfois en les travestissant, elle n'a jamais trahi la confiance du peuple ni déçu ses espoirs. La Ligue, sur le plan social, est une grande espérance.

C'est parce qu'il voulait la justice sociale, c'est parce que l'inégalité d'instruction lui paraissait la plus douloureuse de toutes les injustices puisqu'elle empêche les hommes de prendre une nette conscience de ces inégalités et de ces injustices, que Jean Macé a créé la Ligue. C'est parce qu'elle répondait alors, parce qu'elle répond toujours à une nécessité profonde, historique, sociologique, humaine, qu'elle a pu, au cours d'un siècle, vivre et se développer malgré les obstacles que l'incompréhension ou l'égoïsme des hommes ont dressés sur son chemin. C'est un fait que les représentants des forces de conservatisme se sont toujours méfiés de la Ligue. Sans doute ont-ils eu raison puisqu'elle est depuis un siècle un ferment révolutionnaire.

N'était-elle point révolutionnaire déjà au moment de sa fondation, par le seul fait de cette fondation, par cet appel de Jean Macé demandant à tous les hommes de bonne volonté de se grouper et de s'unir, alors que le droit de libre association n'était pas reconnu et ne devait l'être que beaucoup plus tard ? N'était-elle pas révolutionnaire par son esprit puisqu'elle tendait à former des républicains sous l'Empire ? Ne l'est-elle pas toujours restée puisqu'elle a formé des socialistes sous la République bourgeoise, puisqu'elle forme toujours des pacifistes quand elle sent rôder le spectre de la guerre, et puisque sous les régimes d'autorité elle n'a d'autre ambition que de former des esprits libres ? C'est cela qui explique les difficultés qu'elle a dû vaincre. C'est aussi cela qui fait sa grandeur : elle est sur le plan humain une éternelle force de contestation, et sans doute la plus puissante de toutes, la force de l'esprit.

Force de contestation, elle l'a été contre l'Eglise catholique à un moment où l'Eglise, gardant la nostalgie de sa puissance matérielle, entendait se mêler étroitement à la vie de la cité, en pénétrer tous les organismes, en animer tous les rouages. Quand la Ligue de l'Enseignement a été créée, le monde résonnait encore des anathèmes du « Syllabus », et face à ce cléricalisme militant la Ligue a proclamé hautement sa conception laïque, à l'école et dans l'Etat tout entier. Elle n'a point changé. Elle rappelle cette laïcité chaque fois qu'elle le

juge nécessaire, mais elle précise que ce n'est là que la manifestation de son profond désir de rechercher d'abord ce qui unit les hommes non ce qui les divise, de permettre ensuite à chacun de se déterminer en connaissance de cause, face à sa conscience. La Ligue ne s'est jamais placée sur le plan religieux qui n'est pas le sien, et quand elle se place sur le plan philosophique ce n'est jamais que pour défendre la liberté.

En politique aussi la Ligue a dû parfois défendre la liberté, et elle a été au cours des ans une force de contestation contre les pouvoirs despotiques ou tatillons. Pouvait-il en être autrement puisqu'elle enseigne que l'homme doit être gouverné par la raison, non par la contrainte, avec justice et non pour défendre des situations acquises ou des privilèges ?

Et comme trop souvent notre monde n'est qu'une jungle où le luxe des uns insulte la misère des autres, notre civilisation mécanicienne, dominée par la notion de rendement et de profit, un champ clos où s'affrontent des puissances économiques occultes qui méprisent de plus en plus l'individu, la Ligue est dans ce domaine aussi une grande force de contestation. Elle n'accepte ni que l'homme soit broyé par la machine d'un capitalisme technocratique, ni qu'il soit étouffé dans la termitière d'un système communautaire sans personnalité et sans joie.

Mais il faut reconnaître que cette position n'est pas une position de tout repos.

Elle est inquiétante d'abord pour les pouvoirs établis, qu'ils soient politiques, ou intellectuels et moraux, ou économiques et sociaux, car ces pouvoirs souhaitent toujours n'avoir en face d'eux que des hommes respectueux et dociles afin qu'ils puissent plus facilement asseoir leur autorité et les mener à leur guise. La Ligue elle, s'efforce d'apprendre aux hommes qu'ils ne doivent pas se laisser mener, jamais, qu'ils ne doivent pas abdiquer leur personnalité ni leur indépendance, qu'ils ne doivent jamais abandonner dans les mains de quiconque le destin de leur pays ou leur propre destin. C'est à eux, et à eux seuls, qu'il appartient de raisonner d'abord, ensuite de s'engager librement, sans illusion et sans crainte.

Mais ce n'est pas facile car les hommes, par paresse ou par lassitude, sont souvent prêts à bien des reniements et aspirent à des certitudes que nous ne pouvons ni ne voulons leur donner. « L'oreiller du doute », dont parlait Montaigne, n'est point un « mol oreiller » ; c'est un oreiller dur et viril où il n'est pas toujours facile de dormir et qui est inconfortable pour rêver. Tant mieux, puisque la Ligue souhaite que les hommes ne se laissent jamais plus endormir, ni par des politiciens habiles ou des philosophes diserts, ni par des rétheurs subtils ou des poètes rêveurs.

Tout cela surtout — j'ai le devoir de le dire — ne facilite pas la tâche de nos militants qui rament souvent à contre-courant, qui doivent toujours garder l'esprit lucide et se battre pour leur idéal sans avoir jamais l'espoir d'une autre récompense que la satisfaction du devoir accompli, et, parfois, le sourire d'un enfant, le regard clair d'un adolescent ou la poignée

de main fraternelle d'un homme auquel on a ouvert des horizons nouveaux.

Tâche rude et exaltante, épuisante aussi, que certains mènent parfois jusqu'à l'extrême limite de leurs forces. Qu'importe ! « La sève des printemps monte des feuilles mortes » et, pour reprendre l'expression de Jacques Decour, martyr de la Résistance, c'est de la qualité du terreau d'aujourd'hui que dépendra celle des feuilles de demain, c'est-à-dire celle de la Jeunesse française qui porte tous nos espoirs.



En évoquant ainsi le destin de la Ligue je ne puis m'empêcher de songer à Romain Rolland, dont nous avons aussi célébré le centenaire cette année, et à la vie de « JEAN CHRISTOPHE » qu'il nous a si magnifiquement contée :

« L'immense effort de sa jeunesse pour prendre possession de soi, les luttes acharnées pour conquérir... le simple droit de vivre... Même après la victoire, l'obligation de veiller sans trêve sur sa conquête afin de la défendre contre la victoire même. »

N'est-ce pas en quelques lignes l'histoire de la Ligue telle que nous venons de la revivre ?

Et la page admirable qui termine le livre me remonte au cœur. Jean Christophe a lutté toute la nuit contre la mort, écrasé par la grandeur de sa mission même :

« Soudain l'angelus tinte et le troupeau des cloches s'éveille en bondissant. Voici l'aurore nouvelle ! Derrière la falaise, qui dresse sa noire façade, le soleil invisible monte dans un ciel d'or. Christophe, près de tomber, touche enfin à la rive. Et il dit à l'Enfant :

— Nous voici arrivés ! comme tu étais lourd ! Enfant, qui donc es-tu ?

Et l'Enfant dit :

— Je suis le jour qui va naître...

...Tâche surhumaine : toute une Somme du monde, une morale, une esthétique, une foi, une humanité nouvelle à refaire...

Hommes d'aujourd'hui, jeunes hommes, à votre tour !... Soyez plus grands et plus heureux que nous... »



Oui, Romain Rolland avait raison. La tâche était surhumaine et un siècle n'y a point suffi. Mais tout s'accomplira à force de lucidité, et de courage. Hommes d'aujourd'hui, hommes de demain, c'est par vous que la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente se réalisera pleinement : c'est grâce à vous qu'elle accomplira son œuvre, son œuvre de libération et de justice, de fraternité et d'amour.

ALLOCUTION de Jean ROSTAND

de l'Académie Française

Les orateurs qui m'ont ici précédé viennent de rappeler, avec autant de vigueur que de talent, ce que fut dans sa personne, dans sa vie et dans son œuvre, l'homme étonnant et modeste à qui nous devons la Ligue de l'Enseignement.

Lorsque Jean Macé prend l'initiative dont nous célébrons aujourd'hui le centenaire, rien de sérieux, ou presque, n'a encore été fait chez nous pour créer les conditions d'une véritable éducation populaire.

Sans doute, dès 1792, Condorcet, dans le fameux Rapport sur l'Instruction publique présenté à l'Assemblée législative, avait magnifiquement tracé le programme d'un enseignement national, obligatoire et gratuit. Durant la première moitié du dix-neuvième siècle, de grandes voix — celles de Michelet, d'Edgar Quinet — s'étaient élevées pour dénoncer l'état d'ignorance où était maintenue la majeure partie de la population. Des Associations privées s'étaient formées — *Association philotechnique*, *Association pour l'éducation du peuple* — afin d'organiser des conférences, des lectures publiques ; et c'est au nom de ce dernier groupement que le célèbre François Arago, en 1830, avait essayé, par des leçons données à l'Observatoire, de populariser l'astronomie ; mais il s'était heurté à l'opposition du ministre Guizot, qui ne voulait pas que des gens de son bord se fissent des amis dans la classe ouvrière.

De fait, le gouvernement d'alors voyait d'un œil peu favorable le rapprochement du peuple et des intellectuels, suspects de mal penser. Mais cette liaison, cette collusion, appelée à devenir si féconde, entre ceux qui peinent et ceux qui en savent un peu plus que les autres, ne pouvait manquer de s'établir tôt ou tard : elle devait avoir pour principal artisan le journaliste, l'écrivain, l'enseignant auquel nous rendons hommage en ce jour.

Jean Macé n'est pas un grand savant, comme Arago. Ses titres intellectuels sont peu éclatants. Il a enseigné l'histoire naturelle dans un pensionnat de jeunes filles, en même temps que l'histoire et la tenue des livres de commerce. Il a publié, en 1861, un petit livre qui eut quelque succès : *L'Histoire d'une bouchée de pain*, où, sous forme de lettres adressées à une enfant, il expose la structure et le fonctionnement des organes digestifs. Et s'il se proposait ainsi de vulgariser la physiologie, c'était dans un dessein bien arrêté. Il ne s'agissait pas, pour lui, d'instruire des oisifs, de donner un vernis de savoir à des hommes ou des femmes du monde, pour leur permettre de briller dans les salons en parlant des dernières découvertes de

Claude Bernard ou de Flourens... A la différence de Fontenelle, Macé n'a pas en vue l'information des « marquises » ou de leurs héritières ; c'est au peuple que songe ce fils du peuple, car il tient pour un impérieux devoir, pour une mission incombant aux privilégiés de la culture, de s'employer à combler le fossé intellectuel qui sépare la masse de l'élite.

Vulgariser, populariser la science, c'est, à ses yeux, suppléer l'insuffisance des institutions scolaires, c'est se substituer à l'Etat défaillant, c'est faire l'école à ceux qui n'ont pas pu aller à l'école, c'est enseigner ceux à qui l'enseignement se refuse, c'est tâcher de corriger un peu l'injuste système où la fortune, créant la caste, est la condition du savoir, c'est pratiquer, selon ses moyens, une façon d'assistance spirituelle, que rend nécessaire la carence de la loi.

Aussi bien, Jean Macé, grand militant de l'éducation populaire, va-t-il, en 1864, fonder, avec l'éditeur Hetzel et son ami Jules Verne, un *Magasin d'éducation et de récréation* ; il crée en Alsace des Bibliothèques populaires, il organise des cours publics ; et enfin, en 1866, il donnera le départ à cette *Ligue de l'Enseignement* qui couronne ses efforts en leur donnant un plein sens.

Qu'est-ce qu'une Ligue ?

C'est — d'après les encyclopédies — une « coalition pour attaquer ou pour défendre ».

Et c'était bien pour attaquer l'ignorance que Jean Macé fondait la sienne.

« Si l'ignorance — disait-il, pour apaiser certaines alarmes, bientôt manifestées — si l'ignorance pouvait avoir des partisans, eux seuls auraient raison de s'effaroucher, car c'est contre elle seule qu'il s'agit de se liguer ».

Mais, à vrai dire, l'ignorance n'est jamais seule.. Elle a de vigoureux alliés, on ne la menace point sans que d'autres choses se sentent en péril.

Pour neutres, pour anodines que paraissent les connaissances qu'on distribue, si éloignées qu'elles soient de toute intention subversive, elles n'en portent pas moins une force éclairante, une vertu libératoire qui a de quoi faire sourciller les adversaires de l'avenir.

En instruisant, on fait plus qu'on ne croit. On provoque à la réflexion, on éveille l'esprit d'examen, on prépare l'indocilité et la résistance. On se donne des juges et, au besoin, des accusateurs. On change les règles du jeu, on conspire innocemment contre l'ordre établi. Tout esprit qui s'invigore est en voie de devenir un de ces mauvais esprits grâce auxquels la société, peu à peu, se fera moins mauvaise.

Le succès de la Ligue de l'Enseignement dépassa toutes les espérances, car elle répondait à un besoin profond du pays. En 1872, Jean Macé lance une pétition en faveur de l'École laïque, gratuite et obligatoire ; elle recueille plus d'un million

de signatures, dont 43 pour 100 réclamaient l'école laïque, 88 pour 100 l'école gratuite, 100 pour 100 l'école obligatoire.

Le grand mouvement revendicatif d'exigence culturelle avait pris le départ. Et c'est ainsi que Jean Macé, humble enseignant, se trouve à l'origine de toute la législation scolaire d'aujourd'hui.

« C'est — écrit Robert Escarpit dans son excellent ouvrage, *Laïcité* — c'est par la vulgarisation consciente, systématique, qu'au dix-neuvième siècle des hommes comme Jean Macé, comme Hetzel, ont mis en branle le mouvement d'éducation populaire qui devait aboutir à l'École laïque ».

Pour ma part, j'ai plaisir à souligner ici le rôle de pionnier qu'un vulgarisateur de la science — et de la science biologique — a tenu dans l'histoire de l'enseignement et de la démocratisation du savoir.

Bien sûr, les livres de Jean Macé ont vieilli, du fait des progrès de la physiologie; et l'on ne relit plus aujourd'hui *l'Histoire d'une bouchée de pain*, ni *Les Serviteurs de l'estomac*, qui lui font suite; mais l'esprit qui animait leur auteur, la foi qui l'inspirait, sont encore bien vivants parmi nous.

J'ai, d'ailleurs, pour ma part, tenu à les relire... Et je ne l'ai point regretté, car non seulement j'y ai pris le plaisir que procure un exposé ingénieux, alerte, semé de comparaisons savoureuses et, de surcroît, fort honnêtement écrit; mais encore j'y ai appris à mieux connaître le fondateur de la *Ligue de l'Enseignement*. Et d'abord, pour me le rendre encore plus proche et sympathique, voici la dédicace de *l'Histoire d'une bouchée de pain*, adressée à la mémoire du grand anatomiste Etienne Geoffroy Saint-Hilaire :

« Vous m'aviez promis un avenir de naturaliste alors que je n'étais qu'un enfant. Les agitations de la vie m'ont emmené trop loin des régions sérieuses où se cultive la science pour que je puisse jamais faire honneur à votre prédiction. Permettez-moi cependant de vous dédier ce livre d'enfant, où vous n'auriez retrouvé, il est vrai, qu'un disciple de fantaisie, mais que vous auriez accueilli peut-être d'un sourire indulgent ».

Disciple de fantaisie? Sans doute, mais Jean Macé, dans ce petit livre, ne laisse pas de marquer nettement son adhésion aux thèses doctrinales de Geoffroy, grand adversaire de Cuvier; il prend parti pour l'unité de composition du règne animal; il souscrit à l'anatomie philosophique et à la théorie vertébrale du crâne (dans lequel, d'ailleurs, il ne veut voir que la fusion de quatre vertèbres, et non de six comme Goethe, ou de sept comme Geoffroy); et même il va jusqu'à se prononcer pour un transformisme créationniste qui n'allait point, à l'époque, sans quelque hardiesse.

Parlant de la métamorphose des têtards (et comment ne le rappellerai-je pas?), Macé écrit :

« C'est là une des démonstrations les plus frappantes que je connaisse du procédé mystérieux par lequel la nature a élevé

insensiblement l'animal d'une classe à l'autre en perfectionnant toujours son plan primitif, sans jamais l'abandonner ».

Et, évoquant la parenté de l'homme avec l'animal, il ajoute :

« Je voudrais bien savoir de quel front nous oserions nous plaindre, pauvres vermiseaux que nous sommes, parce qu'il aurait paru bon au Père commun de continuer en nous ses créations antérieures, et en quoi la dignité humaine aurait à souffrir de ce contact avec un être qui est, comme nous, une œuvre de Dieu ».

On trouve encore, dans les livres de Macé des pages fort curieuses, et qui mériteraient le commentaire, sur la vie personnelle des éléments constitutifs de l'organisme, — des cellules —, sur la grandeur et la pérennité de l'œuvre scientifique, sur le crime de la vivisection — qui enrichit la science en la déshonorant —, sur les rapports de la physiologie et de la politique, enfin, sur la signification morale de la grande Révolution de 89 qui, loin d'avoir supprimé la noblesse, a créé « tout un peuple de nobles, égaux devant la Patrie ».



Depuis 1864, les idées généreuses de Macé ont fait leur chemin.

Grâce à des hommes tels que Jules Ferry, Ferdinand Buisson, Edouard Herriot, la loi française a fini par reconnaître, dans une large mesure, le droit à l'instruction pour tous les citoyens.

Est-ce à dire que la Ligue de l'Enseignement n'ait plus présentement sa raison d'être, son combat à mener ?

Non certes, car la guerre menée contre l'ignorance n'est point arrivée à son terme.

Double est, maintenant, le rôle de la Ligue.

D'une part, elle poursuit son activité d'enseignement parallèle, de vulgarisation, d'éducation culturelle et technique, par des conférences, des séances de cinéma, par l'ouverture d'ateliers de travaux manuels ; et, d'autre part, elle continue à exercer une salutaire et vigilante pression, en vue d'obtenir une amélioration du statut de l'enseignement officiel.

Qui voudrait penser, en effet, qui oserait affirmer que ce statut est, à l'heure présente, celui que souhaiterait un esprit juste et affranchi de tout préjugé ?

Il est incontestable que la ségrégation scolaire — l'odieuse ségrégation scolaire — n'est plus ce qu'elle était jadis. Il est indéniable qu'un peu de lumière culturelle parvient jusqu'en bas de l'échelle sociale, et que le destin d'un individu n'est plus, comme autrefois, prédéterminé par le niveau économique de ses parents.

Je me souviens qu'à l'époque — très lointaine — où je passais mon baccalauréat, il n'y avait, pour ainsi dire, pas

d'enfants du peuple parmi les candidats, et que l'on regardait comme une extraordinaire et émouvante exception le cas du fils de la garde-barrière d'Halsou qui, grâce à l'attribution de bourses renouvelées, avait réussi à conquérir ce diplôme.

Nous n'en sommes plus là, heureusement. Mais l'œuvre d'équité sociale est-elle achevée, pour autant ?

« La démocratie, disait Herriot dans le mémorable discours qu'il prononçait devant la Chambre des députés le 24 novembre 1927, la démocratie, c'est le régime qui n'est fondé que le jour où un enfant venu de quelque point que ce soit de l'horizon, peut accéder jusqu'aux plus hauts sommets du savoir, et plus tard de la hiérarchie sociale, sans avoir à présenter d'autres arguments que ceux qu'il tirera de sa volonté de travailler et de son désir de s'instruire ».

Cet idéal de justice que laissait entrevoir, il y a près de quarante ans, le grand républicain, pouvons-nous dire qu'il soit pleinement réalisé ? En bref, sommes-nous bien en démocratie ?

On pourrait le croire, à entendre les paroles optimistes que nous assénait, le 28 octobre dernier, le Chef de l'État :

« Aucun régime — nous fut-il déclaré — n'a été, à beaucoup près, aussi démocratique que celui qui fut fondé en 1958 »... Quant à l'Éducation nationale, elle est désormais organisée « de telle sorte que tous les enfants de France auront leur chance complète dans les études, depuis le début jusqu'à la fin ».

Acceptons-en l'augure..., mais ne nous privons pas de rappeler que, jusqu'à nouvel ordre, l'égalité offerte par la loi n'est qu'une égalité fictive, notre système social ne laissant, pratiquement, qu'une très faible « espérance de culture » aux enfants venus des classes dites inférieures de la collectivité.

Les chiffres sont connus de tous, mais toute occasion est bonne de les rappeler.

On compte, en France, parmi les étudiants, 5 pour 100 d'éléments provenant du milieu ouvrier et 6 pour 100 du milieu agricole, tandis que ces catégories sociales forment, respectivement, 33 et 26,9 de l'ensemble de la population.

Chiffres révélateurs, accusateurs, attestant le degré d'injustice d'une société, comme le taux d'hémoglobine dans le sang indique le degré d'anémie d'un individu.

Dès lors que nul ne pensera — du moins, je l'espère — que les aptitudes intellectuelles soient, originellement, génétiquement, moins bonnes chez les fils de paysans ou d'ouvriers que chez les autres fils, il faut bien convenir que la ségrégation scolaire persiste et que le régime de caste est encore florissant.

Mais je voudrais insister quelque peu sur ce point, fort délicat, de la diversité génétique des humains, car il arrive assez fréquemment qu'on s'autorise de la biologie (et parfois même en citant certains de mes écrits), pour justifier la situation présente.

Il est constant qu'il existe, parmi les hommes, des inégalités natives quant aux aptitudes intellectuelles ; mais rien ne permet de penser qu'une corrélation existe entre cette inégalité naturelle, génétique, et l'origine sociale.

La réussite financière n'exprime aucune supériorité de l'intelligence ; et, quant à la réussite intellectuelle elle-même, il est clair qu'elle perd beaucoup de sa signification dans une société où la concurrence est faussée à la base et où il est relativement aisé à un fils d'intellectuel de se maintenir au niveau parental, tandis qu'il est si difficile à un fils de travailleur de le dépasser.

Multiplés, et de toutes sortes, sont les circonstances qui entravent, dans sa promotion scolaire, un enfant pauvre, si bien doué qu'il soit : insuffisance de l'habitat, voire de la nourriture, manque d'information et de confiance des parents, à la charge desquels l'adolescent ne peut rester, et souvent ne veut rester, un trop long temps, etc.

On conçoit sans peine que la gratuité de l'enseignement ne peut suffire à assurer une égalité, même approximative, des chances dans la compétition scolaire, tant qu'elle n'est pas assortie de mesures sociales correctives, telles que l'augmentation du nombre des bourses et surtout l'élévation de leur montant.

Il ne saurait y avoir de vraie démocratisation de l'enseignement tant qu'il y aura si peu de démocratie en tout le reste.

Et, de surcroît, rappellera-t-on qu'un esprit de malthusianisme culturel pousse à l'élimination précoce d'un bon nombre d'élèves, hâtivement jugés comme insuffisants ?

« On décrète — écrit un professeur, M. Sève — qu'un enfant est inapte aux études secondaires, parce qu'il n'est pas assez intelligent. Mais ne faudrait-il pas, plutôt, se demander pourquoi les études secondaires, telles qu'elles vont — telles qu'elles ne vont pas dans la France d'aujourd'hui — sont inaptes à développer l'intelligence de cet individu ? Pourquoi l'échec scolaire devrait-il être considéré comme l'échec de l'élève, et non comme l'échec de l'École ?

« Dire qu'un enfant n'est pas doué, c'est dire, en termes pseudo-scientifiques, qu'on ne sait pas ce qu'il aurait fallu faire ou qu'on ne veut rien faire pour développer son intelligence ? »

Peut-être M. Sève n'accorde-t-il pas assez d'importance aux dispositions innées, mais, dans l'ensemble, sa critique est bien fondée, car la notion de « don » est une notion paresseuse, défaitiste et qui ne peut qu'encourager les éducateurs à une sélection grossière qui méconnaît l'ampleur et la variété des ressources humaines. Ce n'est pas verser dans la démagogie que d'affirmer que la plupart des enfants normaux portent en eux des virtualités insoupçonnées.

Le grand naturaliste Alfred Giard ne disait-il pas que plus de la moitié des enfants de nos lycées et même de nos écoles primaires pourraient devenir d'excellents naturalistes ? D'où

il faut bien déduire, ou bien que l'intelligence est plus répandue qu'on ne le dit, ou bien que l'on peut, sans elle, exceller dans notre métier...

Quoi qu'il en soit, il est certain que nous voyons tous les jours — et combien, pour ma part, en ai-je vu ! — des jeunes gens qui, pour des raisons financières, sont contraints de renoncer à des études qui les tentent et qu'ils eussent eu la faculté de mener à bien.

« Qui me délivrera — disait Michelet — de la dure inégalité ? » Jamais plus qu'au contact de ces jeunes, déçus dans leur juste espérance, frustrés dans leur avenir spirituel, on ne ressent toute la force de cette parole.

Le privilège matériel, bien sûr, est choquant, mais pas de la même manière. Qu'un homme ait une voiture quand l'autre n'en a pas, j'avoue que cela ne me touche pas énormément ; mais qu'un jeune homme ayant appétit de savoir, doive rester sur sa faim, qu'un jeune homme tenté par l'aventure de la recherche en soit écarté, et ainsi doive toujours garder au fond de lui le regret de ce qu'il croit qu'il aurait pu faire : cela me paraît insoutenable, et surtout, je l'avoue, quand ce jeune homme rêvait d'aller vers la biologie...

Faut-il ajouter que les intérêts de la justice sont ici d'accord avec ceux de la nation ?

Décourager tant de bons vouloirs, laisser en friche tant de cerveaux qui eussent pu accroître le patrimoine spirituel du pays, c'est appauvrir, c'est mutiler celui-ci. Qu'on ne nous parle pas de grandeur nationale tant qu'on évince tant de ferveur et d'intelligence, tant qu'on gaspille tant de valeurs.

Nous ne saurons ce que vaut réellement la France tant que nous n'aurons pas donné à tous les esprits des chances égales d'épanouissement. On peut penser que ce manque à gagner est cause, en partie du moins, du retard qu'accuse notre pays dans presque tous les domaines de la science et de la technique.

Écoutons Paul Bert, cet illustre physiologiste qui, en marge de ses travaux de laboratoire, s'était voué — comme Jean Macé — à la cause de l'éducation populaire. Voici ce qu'il disait en 1880, et qui n'a pas cessé d'être vrai :

« Qui pourrait aujourd'hui se figurer ce que sera la France lorsque rien ne sera perdu pour sa force et pour son bonheur de ce qu'elle enfante chaque année de génies... La somme des valeurs intellectuelles est proportionnelle aux masses, et le peuple s'appelle légion... Par quoi sommes-nous séparés de cette époque, que nous préparons, que nous touchons presque de la main ? Par les préjugés et par l'argent. »

On m'objectera que tout le monde ne peut pas être intellectuel, et qu'il serait fâcheux que tous les Français accédassent à l'enseignement supérieur : que ferions-nous d'un peuple de licenciés, d'agregés et de docteurs ?

C'est là une tout autre question. Mais, outre que le point de saturation est loin d'être atteint en ce qui concerne la densité des intellectuels, et notamment des scientifiques — trop rares, en tous les secteurs de la recherche — il est indécent que la sélection des esprits ne porte pas sur l'ensemble de la population ; il est indécent que les intellectuels soient recrutés électivement, préférentiellement, dans certaines couches de la société : l'élite intellectuelle doit être l'émanation du pays tout entier.

Respecter la justice, donner au pays ses réelles dimensions ; là ne sont pas les seules fins de l'éducation populaire ; plus hautes encore ses visées, puisqu'elles concernent l'avenir même de l'espèce.

A partir du palier humain — remarque l'éminent biologiste Vandel — l'éducation se substitue à l'hérédité en tant qu'agent d'évolution. Elle « est la seule méthode dont nous disposions pour élever le niveau humain... Voilà la vraie raison de l'éducation populaire. Il ne s'agit pas de savoir si l'éducation est « utile » à l'ouvrier ou au paysan. La question est beaucoup plus grave et plus importante. C'est le sort de l'humanité qui est en jeu » (*L'Homme et l'Evolution*, page 296).

Si nous avons tenu à citer ce texte de Vandel, c'est que, trop souvent, j'entends des gens de bonne foi contester le principe de la culture pour tous, en arguant de son inutilité pour ceux qui ne se destinent pas à une profession intellectuelle. Et j'ajoute que, sur ce point, l'opinion d'un Vandel a d'autant plus de poids qu'elle est celle d'un pur savant, indépendant et impartial, n'ayant jamais engagé sa pensée dans aucune direction politique, d'un homme qui ne parle qu'en homme de science et qui n'appartient pas à cette catégorie d'intellectuels que l'on qualifie volontiers de « gauchisants » pour en récuser le témoignage.

Réclamer une loyale et effective démocratisation de l'enseignement, c'est donc suivre les leçons d'une biologie bien comprise ; c'est aller, non seulement dans le sens de l'histoire, mais dans le sens de l'évolution humaine ; c'est vouloir que l'espèce continue de progresser, de s'élever, de monter.

S'il est une légitime et respectable ambition, n'est-ce point celle-là ?

Embarrassants, parfois, sont les choix de l'action politique pour un homme qui, n'étant inféodé à aucun parti, n'obéit à aucune consigne et ne récite pas une leçon apprise. Les grandes idées morales auxquelles nous donnons notre assentiment se trouvent parfois en désaccord, et dans cette bataille de scrupules, nous hésitons à décider où est le meilleur pour l'homme... Mais, s'il s'agit de l'éducation populaire — de la démocratisation de l'enseignement —, nous ne saurions connaître le doute. Nous savons que nous ne pouvons pas nous tromper en souhaitant que le plus grand nombre d'humains reçoivent l'aliment de

vérité qui affermit le jugement et avive la conscience. Nous savons que nous ne pouvons pas faire fausse route en voulant que l'humanité accroisse la masse utile de son cerveau, en n'admettant pas qu'elle n'ait pas à sa disposition le plus grand nombre de neurones en éveil.



On a beaucoup parlé, en ces derniers temps, de priorité, et même de la priorité des priorités. Eh bien, en fait de priorités, je n'en connais que deux : la santé publique et l'instruction publique. Les hôpitaux et les écoles. Le soin des corps et le soin des esprits.

Cette primauté de l'éducation a toujours été reconnue par les meilleurs, depuis le Pythagoricien Diontogène, qui affirmait que le principe de tout Etat est l'éducation des enfants, jusqu'à Renan, qui déclarait que le seul Ministère un peu sérieux est celui de l'Instruction publique, — en passant par Michelet, qui proclamait : la première partie de la politique est l'éducation ; la seconde, l'éducation ; la troisième, l'éducation.

Et il va de soi que, par éducation, on n'entend pas seulement l'injection du savoir, mais aussi, et peut-être surtout, la saine et libre formation de l'esprit ; plutôt que d'entasser dans une tête des notions dont beaucoup seront inutiles, et demain périmées, il s'agit de créer l'aptitude au jugement, l'humilité intellectuelle, la faculté de doute, la volonté de tolérance, la fidélité à la raison, le sentiment de la complexité des choses, le zèle pour la vérité, l'aversion pour tout ce qui ressemble au dogmatisme et au fanatisme, le refus de toutes les idolâtries et de toutes les magies...



Cette formation des esprits, elle apparaît chaque jour comme plus nécessaire.

Elle l'est d'autant plus que, sans cesse, tend à se creuser le fossé entre les spécialistes et l'homme de la rue : seule une éducation largement distribuée peut lutter contre une telle « paupérisation » culturelle.

Elle l'est d'autant plus que nous approchons de cette ère des loisirs où la réduction du labeur humain risquerait de donner libre cours à la futilité et au désir de jouissance.

Elle l'est d'autant plus que l'humanité est menacée de terribles périls — pollution radio-active, surpopulation, etc. — devant quoi elle sera contrainte de prendre des décisions en quelque sorte planétaires, et qui, engageant le sort de tous, devront être prises avec le maximum de discernement et de conscience.

Elle est d'autant plus nécessaire, cette formation des esprits,

que, nonobstant les progrès de la science, les fausses sciences, les « sciences folles », comme disait Lucien Cuénot, prolifèrent et prospèrent comme jamais. Au siècle des fusées interplanétaires et de la chirurgie cardiaque, les devins et les tireurs d'horoscopes font recette ; Caliban lit *France-Dimanche* et *Ici-Paris* ; chacun connaît son signe zodiacal mieux que son groupe sanguin, et l'on ne peut ouvrir le poste de télévision sans entendre une gracieuse vedette nous confier qu'elle est Balance ou Capricorne...

D'autant plus nécessaire, cette formation des esprits qu'il leur faut résister aux séductions d'une presse « crétinisante » qui les invite, hebdomadairement, à méditer sur des problèmes aussi graves que de savoir si Aznavour peut accepter pour gendre le ravisseur de sa fille ou si les nerfs de Guy Lux vont tenir jusqu'au bout...

D'autant plus nécessaire qu'une partie de notre jeunesse est en proie à un délire de type régressif : sans aller jusqu'à affirmer qu'une éducation décente prémunirait, à coup sûr, les jeunes contre les hystéries à la mode, je doute qu'il y ait un sérieux bagage dans les crânes de ces tristes adolescents qui trépignent d'amour en écoutant Johnny Halliday et se disputent la gloire de recueillir un de ses mégots...

D'autant plus nécessaire qu'il convient d'armer les esprits contre les propagandes d'Etat qui se font d'autant plus martelantes et harcelantes que deviennent plus puissants les moyens dont dispose le Pouvoir pour pratiquer ce que Tchakhotine a si bien appelé le « viol des foules ».

Et laissez-moi ajouter que cette formation des esprits apparaît comme d'autant plus nécessaire qu'on nous propose, à tout bout de champ, des referendums, — et qu'on élit maintenant le Président de la République au suffrage universel.

Le seul moyen de conjurer le danger des plébiscites, c'est de faire en sorte qu'il n'y ait plus de plèbe.



« République et instruction populaire, cela va ensemble », disait Jean Macé.

Tant par le mode de sa distribution que par la qualité de l'esprit qui l'anime, l'enseignement est l'image fidèle de la nation.

Plus que toute autre fonction publique, il témoigne en quel respect sont tenus par l'Etat les grands principes dont il se couvre, — en un mot, dans quelle mesure une République mérite son nom.

Mais l'enseignement n'est pas seulement l'œuvre du corps social d'aujourd'hui ; il est aussi l'auteur du corps social de demain. S'il reflète le présent, il prépare l'avenir. Tout ce que gagne en lui la chose publique fait lever de nouveaux espoirs. A proportion qu'il se démocratise, soyons sûrs qu'en retour

il nous démocratisera... Aussi ne doit-on pas s'étonner si « le parti de l'ignorance » garde encore des défenseurs.

Je crois qu'on peut dire, au demeurant, que tout apport de vérité, tout supplément de lumière, d'où qu'il vienne, de l'École ou d'ailleurs, travaille pour le progrès social.

Et c'est pourquoi, nous autres, gens de sciences ou de lettres, hommes de réflexion plus que d'action, et qui pourrions nous reprocher parfois de n'avoir pas plus directement participé au grand combat pour l'émancipation sociale, nous pouvons, du moins, avoir cette satisfaction intime de penser que, par nos écrits et par nos paroles, nous avons — modestes continuateurs des Paul Bert et des Jean Macé — contribué à répandre le savoir, et, par là, à dissiper les ténèbres qui retardent l'heure de la justice.

4 décembre 1966

Jean ROSTAND

Le Directeur de publication : L. BOES

Imp. LEROY, 61 - La Ferté-Macé

Dépôt légal 1^{er} trim. 1967

LISTE DES CAHIERS LAIQUES

- 1 P. ALFARIC - *Querelle de la Liberté de l'Enseignement* (épuisé)
- 2 L. BARRABÉ - *La crise de l'Enseignement Supérieur*
- 3 J. MARCHAND - *Défense laïque dans le Second Degré*
- 4 F. CANONGE - *La Laïcité dans l'Enseignement Technique*
- 5 H. WALLON - *Où en est la Réforme de l'Enseignement*
- 6 E. GUILMAIN - *La Crise de l'Education de l'Enfance inadaptée*
- 7 P. ALFARIC - *Pourquoi je suis Laïque*
- 8 F. SECLET-RIOU - *Education nouvelle et Laïcité*
- 9 H. AIGUEPERSE - *Les Besoins matériels de l'École*
- 10-11 P. ALFARIC - *Le Vatican et l'École*
- 12 F. VIAUD - *La Libération laïque*
- 13 J. MARCHAND - *Notre Cahier de Doléances*
- 14 Cl. DURAND - *La nouvelle tactique anti-laïque*
- 15 L. ROUSSELLE - *Un grand Laïque : Emile Combes*
- 16 M. DEIXONNE - *Pour l'Enseignement Laïque I*
- 17 G. COGNIOT - *Pour l'Enseignement Laïque II*
- 18 LANGEVIN-WALLON - *Réforme de l'Enseignement*
- 19 G. MONOD - *L'Indépendance de l'Université*
- 20 G. PREVOT - *La Culture laïque par le Livre*
- 21 F. CANONGE - *Misère de l'Enseignement Technique*
- 22 Mme GRATIOT - *Tendances actuelles de la Psychologie*
- 23-24 P. ALFARIC - *Les Décl. françaises des Droits de l'Homme*
- 25 J. MARCHAND - *Vision des Ecoles soviétiques*
- 26 P. O. LAPIE - *Education en Afrique noire*
- 27 F. DEPRÉTER - A. BRACONIER - *La quest. scol. en Belgique*
- 28 L. BOES - *Laïcité et Formation des Elites*
- 29 G. LYON-CAEN - *Déclar. Universelle des Droits de l'Homme*
- 30 JAURÈS-BUISSON - *Discours* (épuisé)
- 31 P. GRUNEBaum-BALLIN - *La Tentative de Paix rel. d'A. Brian t*
- 32 F. MEJAN - *La laïcité de l'Etat*
- 33 P. ALFARIC - *Victor Hugo*
- 34 PROSPER ALFARIC, *Allocutions*
- 35 LAMARQUE - *Enseignement en Grande-Bretagne* (épuisé)
- 36 E. KAHANE - *Science, Rationalisme et Laïcité*
- 37 G. HUISMAN - *Madame Roland* (épuisé)
- 38 G. GOMBAULT - *La Presse et l'Opinion publique*
- 39 Ch. VILDRAC - *La Poésie Quotidienne*
- 40 J. DUBOIN - *L'Abondance est-elle possible ?*
- 41 A. GIROUD - *Quel est, pour un laïque, le sens de la vie ?*
- 42 H. LONGCHAMBON - *Conséquences du progrès scientifique*
- 43 R. DUBOIS - J.-A. SENÈZE - A. LÉAUD - *Jean Macé*
- 44 J. KAYSER - *L'Information.* - A. DELCOURT - *La Révolution*
- 45 M.-E. NAEGELEN - *Grandeur de la France* (épuisé)
- 46 D* P. CHAUCHARD - *Biologie et Avenir humain*

LISTE DES CAHIERS LAIQUES (suite)

- 47-48 **P. LACHAPELLE** - *Le Cercle Parisien et la Ligue*
 49 **Dr R.-H. HAZEMANN** - *La notion de liberté dans l'habitation*
 50 **J. DEBIESSÉ** - *Le nouveau Plan atomique français 1957-1961*
P. COUDERC - *Aux confins de l'Univers connu*
 51 **J. KAYSER** - *Emile Zola*
 52 **L. BOËS et divers** - *La Question scolaire*
 53-54 **A. THERENTY** - *Les plus belles pages de Jean Jaurès*
 55 **O. MONOD** - *La Chirurgie cardiaque* (épuisé)
 56 **Félix PÉCAUT** - *Extraits*
 57 **A. DESOYÉ** - *Défense laïque* - **M. BLOCH** - *Jean Macé et l'Alsace*
 58 **J. ROSTAND** - *La Biologie et les Problèmes humains*
 59-60 **G. BOURDIN** - *Edgar Quinet*
 61-62 **M. MASBOU** - *Ferdinand Buisson*
 63 **E. ROCHE** - *Le Vrai Visage de la France*
 64 **A. ROSIER** - *Une Politique du Loisir*
G. ARDANT - *L'Investissement intellectuel*
 65-66 **Mme HERBINIÈRE-LEBERT** - *La Jeunesse et l'Éducation internationale* - **Mlle S. RASPAIL** - *Raspail*
 67 **D. LAMBERT** - *L'Homme devant ses devoirs internationaux*
 68 **J. SARRAILH** - *Éducation et Enseignement en Espagne*
 69 **R. POMEAU** - *Réflexions pour un nouvel Humanisme*
 70 **Mme Ellane BRAULT** - *Maria Deraïsmes*
 71-72 **Maurice PAUMIER** - *Paul Bert*
 73 **Mme M. SCHWAB** - *Victor Duruy*
 74 **M. MAROIS** - *Passé et avenir de la Vie*
 75 **Mme H. PSICHARI** - *Zola et la Misère humaine*
 76 **M. BLANCPAIN** - *Une civilisation originale*
 77 **A. THERENTY** - *Jean Jaurès*
 78 **J. ALÈGRE** - *Un grand écrivain laïque : Léon Frapié*
 79-80 **F. VIAUD** - *L'Investissement intellectuel et le développement économique* - **A. SAUVY** - *Pour une démocratisation de l'Enseignement*
 81 **P. LAMARQUE** - *Laïcité, combat mondial.*
 82 **A. THÉRENTHY** - *La grande figure de Jaurès*
 83 **Colloque du 18-12 63** - *Qu'est-ce que la laïcité ?*
 84 **Gustave LANSON** - *L'Esprit critique et la tolérance*
 85 **René BILLÈRES** - *Éducation et Avenir*
 86 **Germaine BOURDIN** - *Condorcet*
 87-88 **Pierre LAMARQUE** - *Institutions Publiques et Laïcité en Europe Occidentale*
 89-90 **E. FOURNOUT. G. ORY, V. DAUMER, J. MARCHAND, A. BRUNET** - *Prosper Alfaric*
 91 **Georges TOURNIS** - *Camille Sée*
 92 **Clément DURAND** - *Pour une solution du problème laïque*
 93 **Guy FAU** - *L'Enfant et la musique* ; **R. BOISSET** - *Le Sport*
 94 **Pierre LAMARQUE** - *Laïcité, Combat Mondial (2^e série)*
 95 **Jeanne-Yvonne FOURNOUT** - *Femmes d'aujourd'hui*
 96 **Georges FRIEDMANN** - *Le progrès technique. Liberté ou servitude ?*

ABONNEMENTS : au Secrétariat du Cercle Parisien
 3, rue Récamier, Paris 7^e, C.C.P. Paris 5256-10 8 F